
Jaurès abolirait aujourd'hui l'obligation scolaire !

Lors du débat sur l'institution de l'obligation scolaire, les socialistes autour de Allard et de Jaurès avaient soutenue la thèse de Proudhon qu'un service national de l'instruction publique était une exigence républicaine.

Or, depuis 120 ans que le débat a été tranché par la loi Jules Ferry, qui a en pratique appliqué le diktat proudhonnesque, Luc Ferry descendant du précité se voit confronté à une grève et à une véritable émeute¹ du corps enseignant² contre ... rien³.

Dans le même temps, l'autre service national, celui du sang, a été littéralement effacé de la pratique républicaine.

La raison essentielle de l'abolition du service militaire obligatoire a été donnée sur la base d'une exigence de professionnalisation du métier de soldat qui n'est plus ce que la République en avait toujours fait jusqu'à présent : de la chair à canon pour engraisser les lourdes terres agricoles de l'Est et les rizières des ex-colonies.

Aujourd'hui, le soldat est un technicien en électronique, en informatique. L'armée de citoyens est donc passée aux oubliettes.

Comment ne pas voir que la même raison milite en faveur de la suppression de l'obligation scolaire telle qu'elle est pratiquée par l'Education Nationale ?

¹ On peut trouver la chose un peu outrée ...

² Le corps enseignant comporte aujourd'hui beaucoup de spécialistes non enseignants. Il faut donc le voir comme le corps d'Etat qui encadre le service national laïque et jaurèssien.

³ Les motifs de la grève concernent des choses assez floues et disparâtes concernant la réforme des retraites, la régionalisation de certains postes budgétaires, etc.

Les enseignants, que Jaurès voyait investi du sacerdoce de faire pénétrer dans l'esprit des enfants les lumières que les calotins pervertissent naturellement, pouvaient se contenter des notions idéologiques rabâchés sur les ancêtres nos gaulois, et autres obscurs moyen-âges. Aujourd'hui, ils devraient préparer les jeunes adultes à une vie exigeant des connaissances techniques très pointues, que, seule une vie au contact de la pratique industrielle, permet de tenir à jour.

Jaurès aurait compris.

La révolte des profs est celle de gens qui sentent, confusément parfois, que leurs savoirs ne sont plus d'aucune utilité aux étudiants. Les élèves eux-mêmes constatent l'immense différence qui existe entre la culture des enseignants et la compétence des professionnels qu'ils peuvent apercevoir lors de rares stages. Il en résulte un malaise terrible composé d'une méfiance défiante des enseignés à l'égard des enseignants et d'une rancœur grandissante des enseignants à l'égard de la société qui les entoure et qui les a abandonné.

L'immense majorité des enseignants du service national d'éducation ignorent absolument la vie réelle. Dès que sortis de l'école de la République, ils sont entrés dans de hâtives formations qui les ont entièrement programmés pour la tâche jaurèssienne d'éducation républicaine, laïque et citoyenne des enfants, sans aucune connaissance du monde et de ses besoins professionnels. Puis, ils ont été jeté devant le front des classes, innocents aux mains pleines du vide de l'idéologie républicaine.

Il n'existe plus qu'une solution : supprimer l'obligation scolaire et renvoyer la mission d'instruction à des entreprises privées ou semi-publiques dont la mise en concurrence assurera la compétitivité et leur adaptation permanente au monde de l'industrie et du commerce, de la connaissance et des arts.

On rétorquera que l'Etat a mis en oeuvre deux moyens pour permettre l'adaptation de l'école de la République à cette mutation du besoin d'instruction. Tout d'abord la Commission des programmes d'enseignement

permet, de manière rationnelle, de décider par avance ce qui est nécessaire aux besoins de la République. On est effaré d'une telle prétention que la disparue Union soviétique a amené à son point de stupidité absolue et que de braves gens, politiquement incultes, continuent de mettre en œuvre en France.

Puis, l'Etat notamment avec les menées catastrophiques d'Edgard Faure, dont l'immense culture était puisée dans l'Almanach Vermot, et la France l'admirait pour cela, a orienté l'Université vers le monde des entreprises. L'idée une fois encore était de type soviétique. En pratique, cette orientation n'assure absolument pas une préparation des étudiants à une vie professionnelle. Elle assure cependant par le trafic d'influences, et celui des subventions directes et indirectes (conventions de stages, programmes de recherche, ...) une manne providentielle dont bénéficient les caciques du système. Bien entendu, bénéfique au départ, le système est aujourd'hui totalement figé dans des structures destinées à faire tourner l'argent public au bénéfice des personnels qui le voient transiter. Des réalisations ? Aucune.

Non, Messieurs, il faut supprimer l'Education Nationale. Jaurès, au secours !
Dis-leur de fermer l'école !

Philippe BRINDET © 13 juin 2003
